



## CHAPITRE 61

### Loi modifiant la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières

[Sanctionnée le 7 décembre 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1976, c. 30,  
a. 8a, aj.

**1.** La Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (1976, chapitre 30) est modifiée par l'insertion, après l'article 8, du suivant:

Contre-  
partie  
d'un  
transfert.

«**8a.** Malgré toute disposition au contraire, la contrepartie d'un transfert effectué dans l'exercice du droit de retrait d'un immeuble vendu pour taxes est le montant qui a été payé pour exercer ce droit.»

1976, c. 30,  
a. 17, mod.

**2.** L'article 17 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par les suivants:

«*d*) lorsque l'immeuble apparaît au rôle d'évaluation comme une ferme ou comme un boisé;

«*e*) lorsque l'immeuble transféré en est un visé à l'article 3 de la Loi des mines (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 34); ou

«*f*) lorsque l'immeuble est transféré par une municipalité, une corporation de comté, une commission scolaire ou une fabrique à un cessionnaire qui l'avait antérieurement cédé à titre gratuit à cette municipalité, corporation de comté, commission scolaire ou fabrique.»

Id., a. 19,  
mod.

**3.** L'article 19 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *b* et *c* par les paragraphes et l'alinéa suivants:

«*b*) le transfert est fait par un cédant qui est une corporation, en faveur d'une personne physique, si cette dernière est propriétaire, immédiatement avant le transfert, d'au moins 90 pour cent

des actions émises, ayant plein droit de vote, du capital-actions du cédant;

«c) le cessionnaire est une nouvelle corporation suite à la fusion de plusieurs corporations;

«d) le cessionnaire est la corporation-mère du cédant, une filiale du cédant ou une filiale d'une corporation qui est elle-même une filiale du cédant;

«e) le cédant est une filiale d'une corporation qui est une filiale du cessionnaire;

«f) le cédant et le cessionnaire sont tous deux filiales d'une même corporation-mère ou filiales d'une ou de plusieurs corporations qui est ou sont, selon le cas, filiales d'une même corporation-mère; ou que

«g) le transfert est fait par un cédant qui est une corporation à but non lucratif à un cessionnaire qui est une corporation à but non lucratif lorsque 90 pour cent des membres de l'une de ces corporations sont, au moment du transfert, membres de l'autre.

Interpré-  
tation.

«Aux fins des paragraphes *d*, *e* et *f* du premier alinéa, une corporation est une filiale, à un moment donné, d'une autre corporation, appelée «corporation-mère», lorsqu'au moins 90 pour cent des actions émises, ayant plein droit de vote, de son capital-actions sont la propriété de cette dernière.»

1976, c. 30,  
a. 20, mod.

**4.** L'article 20 de ladite loi est modifié par le remplacement des paragraphes *d* et *e* par les suivants:

«*d*) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble en ligne directe, ascendante ou descendante, ou entre conjoints, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru ou entre beau-père ou belle-mère et beau-fils ou belle-fille;

«*e*) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble à un cessionnaire qui est une fiducie, et que le cédant et la personne au bénéfice de laquelle la fiducie est établie sont des personnes liées entre elles au sens du paragraphe *d*;

«*f*) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble à un cessionnaire qui a assuré un prêt hypothécaire, lorsque ce transfert est effectué du créancier hypothécaire à l'assureur en vertu d'une clause de la police d'assurance stipulant que le paiement de l'indemnité, advenant la défaillance du débiteur, est conditionnel à ce transfert; ou que

«*g*) l'acte est relatif au transfert d'un immeuble à un cessionnaire qui reprend le droit de propriété de son immeuble en conséquence d'une sûreté réelle grevant l'immeuble en sa faveur.»

Entrée  
en vigueur.

**5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.